Postmaatregel 121

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 4 juin 1960, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant statut du personnel auxiliaire de l'administration des postes", a donné le 11 juillet 1960 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 4e juni 1960 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende statuut van de hulpkrachten bij het bestuur der posterijen", heeft de 11e juli 1960 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet a pour objet de soumettre à un statut les auxiliaires de l'Administration des postes qui, jusqu'ici, étaient engagés sous le régime du contrat d'emploi ou du contrat de travail.

Si dans l'avenir les auxiliaires seront soumis à un statut, ils ne jouiront cependant pas de la même stabilité que les agents définitifs de l'Etat. L'article 32 du projet permet, en effet, à l'Administration de les licencier en respectant un délai de préavis d'une même durée que celui qui est prévu par les lois relatives au contrat d'emploi et au contrat de travail. En outre, les auxiliaires continueront, en vertu de l'article 17 du projet, à être soumis au régime de la sécurité sociale. Cette disposition est prise en exécution de l'article 1er de la loi du 20 mai 1949 étendant l'application du régime de la sécurité sociale à certains travailleurs occupés par les administrations publiques.

\+

\+ \+

Certains chapitres du projet gagneraient en clarté si des subdivisions étaient ajoutées aux divisions déjà prévues. En vue de l'introduction de ces subdivisions, il est proposé de diviser le projet en "titres", "chapitres" et "sections".

\+

\+ \+

.../...

Préambule :

Le deuxième alinéa du préambule, qui vise les lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947, peut être omis. Ces lois ne sont, en effet, pas le fondement légal du projet.

\+

\+ +

Les chapitres X et XI du projet établissent, pour l'admission des auxiliaires en qualité d'agents de l'Etat, des règles qui dérogent aux dispositions du statut des agents de l'Etat relatives au recrutement. Le rapport au Roi justifie ces dérogations aux règles en matière de recrutement par l'expérience du service et les connaissances administratives acquises par les auxiliaires.

Le projet dérogeant au statut des agents de l'Etat doit, en vertu de l'article 116 de ce statut, être motivé. Le rapport au Roi satisfait à cette exigence. Si, toutefois, ce rapport ne devait pas être publié au Moniteur belge, la motivation devrait être insérée dans le préambule du projet.

\+

\+ +

.../...

Observations relatives aux articles 1er à 17 du projet :

Aux termes de l'article 2 du projet, le statut des auxiliaires ne sera pas applicable aux "personnes de confiance". Il serait souhaitable que le sens de cette expression soit précisé dans le rapport au Roi.

Les mots "agences postales" , qui sont employés au même article, doivent être remplacés par les termes "agences des postes",qui correspondent à l'appellation donnée à ces agences par l'arrêté royal du 4 août 1899.

\+

\+ +

L'article 3 du projet distingue trois conditions qui seraient requises pour qu'une personne soit soumise au statut du personnel auxiliaire. Il s'agit, en réalité, des conditions exigées de manière permanente dans le chef des auxiliaires. Lorsque l'auxiliaire ne satisfait plus à une de ces conditions, il est, en application de l'article 34 du projet, déchargé de ses fonctions, sans préavis ni indemnité. Le texte proposé ci-après exprime mieux l'intention du Gouvernement :

"Article 3.-

Nul ne peut acquérir ni conserver la qualité d'auxiliaire s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

1° être belge;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° satisfaire aux lois sur la milice".

\+

\+ +

.../...

Il conviendrait de faire précéder le texte de l'article 4 du projet des mots : "Outre les conditions imposées par l'article 3 ... ".

Le 2° de l'article 4 prévoit que le relèvement de la limite d'âge prévu en faveur des candidats inscrits sur les listes 1,1°, 2, 3 et 4 de priorité s'applique également aux personnes qui jouissent d'un droit de préférence, en vertu du deuxième alinéa de l'article 6 du projet.

Si le statut peut prévoir des limites d'âge différentes pour des catégories distinctes de candidats, il convient, toutefois, que soit respecté le droit que possèdent au relèvement de la limite d'âge, les candidats qui peuvent invoquer le bénéfice du deuxième alinéa de l'article 8 des lois coordonnées relatives aux priorités. Le texte du projet devrait faire apparaître que la limite d'âge relevée de cinq ans en raison de la qualité de bénéficiaire du deuxième alinéa de l'article 6 du projet doit être relevée de cinq ans en plus, lorsque le candidat est un des prioritaires visés par le deuxième alinéa de l'article 8 des lois coordonnées relatives aux priorités.

\+

\+ \+

L'article 6 du projet, tout en respectant les lois coordonnées relatives aux priorités, donne à certaines personnes un droit de préférence pour l'accession aux emplois d'auxiliaires. Ces personnes sont

les auxiliaires en service, les facteurs des télégraphes, les porteurs de télégrammes, ainsi que "les enfants d'agents des administrations étatiques du Ministère des Communications en activité de service, pensionnés ou décédés". On peut admettre qu'un droit de préférence soit accordé à des candidats qui ont déjà occupé un emploi à l'Administration des postes ou à la Régie des télégraphes et des téléphones et qui ont pu ainsi acquérir une expérience utile à l'administration. Par contre, la qualité d'enfant d'un agent d'une administration de l'Etat ne peut constituer, à elle seule, un titre établissant une aptitude particulière à l'exercice d'une fonction publique. La priorité qui se fonde exclusivement sur cette qualité méconnaît le principe de l'égale admissibilité des Belges aux emplois publics, consacré par l'article 6 de la Constitution.

\+

\+ \+

Au premier alinéa de l'article 7, les mots "du présent arrêté" peuvent être omis.

Lorsque, pour des motifs de convenances personnelles, un candidat n'aura pas accepté l'emploi qui lui était offert, il aura le droit d'être appelé en service pour occuper le prochain emploi vacant. Pour mieux exprimer cette intention, le deuxième alinéa de l'article 7 devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Sans préjudice de l'application de l'article 10, la non-acceptation d'un emploi offert à un candidat n'a pas pour effet de lui faire perdre le bénéfice de son classement en vue d'une désignation ultérieure".

\+
\+ +

Le texte ci-après est proposé pour le second alinéa de l'article 10 :

"A ancienneté égale, la priorité est donnée à l'auxiliaire comptant le plus grand nombre d'heures de prestations depuis son entrée en fonctions et subsidiairement, à l'auxiliaire le plus âgé".

\+
\+ +

L'article 11 du projet rend applicables aux auxiliaires les dispositions du statut des agents de l'Etat relatives aux incompatibilités.

Il peut paraître excessif d'interdire à un auxiliaire que l'administration n'occupe pas à temps plein, d'exercer accessoirement une autre occupation lucrative,et d'exiger une délibération du conseil des Ministres pour autoriser l'exercice d'une telle occupation. Toutefois, l'interdiction du cumul et l'obligation de saisir le conseil des Ministres des demandes de dérogation ne sont pas uniquement prescrites par le statut des agents de l'Etat. Elles sont prévues aussi

par l'arrêté royal n° 87 du 5 février 1935 relatif aux cumuls en matière de fonctions et d'emplois publics, qui s'applique même aux personnes qui n'occupent qu'un emploi ne comportant qu'une tâche incomplète. Il en résulte que même si le projet ne leur rendait pas applicables les dispositions du statut des agents de l'Etat relatives aux incompatiblités, les auxiliaires seraient soumis à l'arrêté royal du 5 février 1935, et ils ne pourraient exercer une profession ou une occupation lucratives sans une autorisation du conseil des Ministres.

\+

\+ +

Aux termes du deuxième alinéa de l'article 13, les peines disciplinaires les plus graves sont proposées par le supérieur hiérarchique immédiat, et prononcées par le directeur général des postes.

Selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, la proposition de peine disciplinaire par le supérieur hiérarchique immédiat, ne constitue pas une formalité substantielle et, à défaut de proposition de peine établie par le supérieur hiérarchique immédiat, un supérieur plus élevé en grade peut proposer d'infliger une peine à un agent (C.E., n° 2809, LEURQUIN, du 13 octobre 1953).

\+

\+ +

.../...

Au premier alinéa de l'article 14, les mots "par l'autorité compétente" peuvent être omis.

Au deuxième alinéa du même article, il conviendrait d'ajouter le mot "départementale"après les mots "chambre de recours".

\+

\+ +

Aux termes du deuxième alinéa de l'article 15, l'autorité administrative reste juge de l'application des mesures disciplinaires, quel que soit le résultat de l'action pénale.

L'action disciplinaire et l'action pénale sont indépendantes l'une de l'autre; toutefois l'autorité administrative ne peut pas prendre une mesure qui soit en contradiction avec ce qu'a décidé le juge répressif. C'est là une conséquence de l'autorité de la chose jugée.

\+

\+ +

L'article 16 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 16.-

Le statut pécuniaire des auxiliaires est fixé par arrêté royal,sur proposition du Ministre ayant la poste dans ses attributions et du Ministre ayant l'administration générale dans ses attributions".

\+

\+ +

L'octroi d'un supplément d'allocations familiales prévu par l'article 17 nécessite le contreseing du Ministre des Finances, prescrit par l'article 6 de la loi du 20 juillet 1921, et l'avis du Premier Ministre, exigé par l'article 13 de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 réglant les attributions du Comité du budget. Actuellement, et en vertu de l'article 1er de l'arrêté royal du 20 novembre 1958, cet avis est donné par le Ministre Vice-président du Conseil de Cabinet.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger cet article comme suit :

"Article 17.-

Les dispositions de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs sont applicables aux auxiliaires, sauf celles qui sont relatives aux vacances annuelles. Il leur est, en outre, fait application de l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 relatif aux allocations familiales allouées au personnel rétribué par l'Etat".

\+

\+ +

Observations relatives aux articles 18 à 29 du projet.

Le chapitre VIII du projet, qui contient les articles 18 à 29, traite des positions administratives.

Pour faciliter la compréhension des textes, il convient d'établir plusieurs dispositions générales qui détermineront la signification juridique des positions administratives dont le projet fait mention.

.../...

Ce chapitre VIII est divisé en sections, dont la première a trait aux congés et la seconde est intitulée "Des services militaires". Ces deux sections gagneraient à être regroupées et, dans ce cas, subdivisées en quatre parties : congés ordinaires, congés accordés pour cause de maladie ou d'infirmité, congés accordés en vue de l'accomplissement de prestations militaires et congés de convenances personnelles. La première partie comprendrait également les dispositions concernant les congés de maternité.

Cette nouvelle répartition des dispositions du projet nécessite leur regroupement en vue d'en assurer un déroulement plus logique.

Pour cette raison, le Conseil propose ci-après, pour l'ensemble des articles 18 à 29 du projet, un texte nouveau qui tient compte de cette observation. En outre, ce texte a été, pour des situations analogues, rédigé dans des termes identiques à ceux que le Conseil vient de proposer dans son avis sur un projet de statut du personnel de certains organismes d'intérêt public. Enfin, avec l'accord du fonctionnaire délégué, le Conseil a modifié plusieurs dispositions et en a ajouté d'autres, soit pour éviter certaines répétitions, soit pour faciliter la compréhension du texte, soit pour combler certaines lacunes qu'il avait constatées, soit, enfin, pour préciser les intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été communiquées.

\+

\+ \+

.../...

L'article 20, alinéa 2, du projet renvoie implicitement à la législation sociale, en recourant à la notion d'"accident du travail".

En raison de son imprécision, ce renvoi risque de soulever des difficultés. En effet, les lois coordonnées sur la réparation des accidents du travail définissent, en leur article 1er, alinéa 1er, l'accident du travail comme étant celui qui survient "dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail", alors que les auxiliaires sont soumis à un statut de droit public. Une adaptation de la définition est donc nécessaire. Le Conseil d'Etat propose d'ajouter une disposition donnant la définition de l'"accident du travail" au sens du projet; cette définition s'inspire de l'article 1er, alinéas 1er et 6, des lois coordonnées, tout en tenant compte des différences de situations juridiques .

\+

\+ +

L'article 21, alinéa 2, du projet dispose notamment que l'auxiliaire a droit au traitement pendant les trente premiers jours du congé de maternité. Cette règle a été reprise à l'article 23, paragraphe 3, du texte proposé. On doit observer que cette disposition aura pour effet que les auxiliaires ne pourront bénéficier, pendant cette période, de l'indemnité de repos d'accouchement prévue par l'article 102 de l'arrêté royal du 22 septembre 1955 organique de l'assurance

maladie-invalidité, et cela,en application de l'alinéa 2 de cette dernière disposition. Selon les explications du fonctionnaire délégué, les auxiliaires bénéficient actuellement de cette indemnité,nonobstant les dispositions de l'article 102, alinéa 2, précité. Il appartient au Gouvernement d'apprécier s'il y aurait lieu d'attribuer un autre avantage à titre de compensation pour la perte du bénéfice de l'indemnité de repos d'accouchement au cours des trente premiers jours du congé de maternité.

+

+ +

L'article 22 du projet traite de la situation pécuniaire des auxiliaires victimes d'un accident du travail ou d'un accident survenu sur le chemin du travail.

Jusqu'ici , les auxiliaires de l'Administration des postes étaient dans les liens d'un contrat de travail ou d'emploi; les lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail leur étaient donc applicables.

Ces lois cessent de s'appliquer aux auxiliaires dès lors que ceux-ci sont régis par un statut réglementaire (Cass.,4 décembre 1959,en cause S.N.C.B. c/Renap, inédit).

.../...

L'article 22, alinéa 1er, du projet tend à maintenir à ces auxiliaires des avantages équivalents en leur accordant des "avantages pécuniaires identiques" à ceux qui sont prévus par les lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et par l'arrêté-loi du 13 décembre 1945 relatif à la réparation des dommages résultant des accidents survenus sur le chemin du travail.

Il résulte toutefois des explications du fonctionnaire délégué que le Gouvernement entend ne permettre le cumul de ces avantages avec un traitement à charge du Trésor que conformément aux règles appliquées aux agents temporaires de l'Etat et rappelées dans l'instruction générale relative aux accidents du travail du 31 janvier 1955.

Il semble cependant qu'en raison des différences de situations existant entre les agents temporaires et les auxiliaires, certaines adaptations seraient souhaitables. En tout cas, il est nécessaire d'énoncer, dans un texte à caractère réglementaire, les règles que le Gouvernement entend appliquer.

D'autre part, il convient d'observer que les nouvelles règles en matière de cumul ne pourront restreindre les droits acquis par des auxiliaires avant la date d'entrée en vigueur du présent projet. Il est proposé de rappeler cette règle dans le texte même du projet.

.../...

Le texte suivant est proposé à cet effet :

"Article 28.-

§ 1er. En cas d'accident du travail ou d'accident survenu sur le chemin du travail, les auxiliaires bénéficient d'avantages pécuniaires identiques à ceux qui sont accordés par les lois coordonnées par l'arrêté royal du 28 septembre 1931 et par l'arrêté-loi du 13 décembre 1945, prorogé par la loi du 10 juillet 1951.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par accident du travail, l'accident survenu à l'auxiliaire dans le cours et par le fait de l'exercice des fonctions qui lui sont confiées. L'accident survenu dans le cours de l'exercice des fonctions est présumé, jusqu'à preuve contraire, survenu par le fait de l'exercice des fonctions.

Pour l'application du présent arrêté, on entend par accident survenu sur le chemin du travail, l'accident qui réunit les conditions requises pour avoir ce caractère au sens de l'arrêté-loi du 13 décembre 1945.

§ 3. Par dérogation au § 1er, et sous réserve des droits acquis avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les avantages pécuniaires ne sont pas accordés pour les périodes où la victime bénéficie d'une rétribution normale d'activité.

Toutefois, en cas d'affectation de la victime à un emploi de l'administration moins bien rémunéré, et si cette nouvelle affectation trouve sa cause dans

.../...

l'invalidité encourue par suite de l'accident du travail ou de l'accident survenu sur le chemin du travail, les avantages pécuniaires prévus par le § 1er sont accordés jusqu'à concurrence de la différence entre la rémunération dont la victime aurait bénéficié si elle était restée titulaire de l'emploi qu'elle occupait au moment de l'accident et la rémunération afférente à son nouvel emploi, mais dans la limite de ces avantages".

+

\+ +

L'alinéa 2 de l'article 22 du projet, qui prévoit que la procédure applicable est la même que celle qui est suivie pour l'application de l'article 11 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires, est inutile, d'autant plus que l'arrêté royal qui devait, en vertu de cette dernière disposition, régler la procédure n'a jamais été pris.

+

\+ +

L'article 22, alinéa 3, du projet traite de la subrogation de l'Etat dans les droits de l'auxiliaire victime d'un accident, au cas où cet accident est causé par la faute d'un tiers.

.../...

Comme cette disposition s'applique également à d'autres accidents qu'aux accidents du travail ou survenus sur le chemin du travail, il serait plus logique d'en faire un article distinct (article 29 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

Il y a lieu de veiller que soient réunies les conditions imposées par le Code civil, soit pour la subrogation conventionnelle (article 1250), soit pour la subrogation légale (article 1251). (Voir d'une part, Cass., 19 septembre 1955, Pas. 1956, I, 9, et, d'autre part, Cass., 17 novembre 1954, Pas. 1955, I, 244). (Voir aussi Cass., 2 mars 1953, Pas. I, 497; 22 septembre 1958, Pas. 1959, I, 74).

Le Conseil d'Etat propose un texte qui prévoit une subrogation conventionnelle de l'Etat par l'auxiliaire. Ce texte tient compte de la condition de simultanéité du paiement fait par l'Etat et de la subrogation, ainsi que l'exige l'article 1250, 1°, du Code civil.

\+

\+ +

D'après les explications fournies par le fonctionnaire délégué, les auxiliaires pourraient bénéficier de congés pour convenances personnelles. Le Conseil d'Etat propose un texte qui donnera une base réglementaire à l'octroi de tels congés (article 31 du texte proposé).

\+

\+ +

.../...

Les articles 23 à 27 du projet traitent des congés accordés en vue de l'accomplissement de prestations militaires.

Leurs dispositions reprennent en grande partie l'arrêté royal du 18 mars 1953 déterminant la position administrative des agents appelés à remplir des obligations de milice en temps de paix.

Il semble que ces dispositions ne soient pas adéquates, pour deux motifs :

1. tout comme l'arrêté royal du 18 mars 1953, dont elles reproduisent en grande partie les termes, elles ne sont pas en conformité avec la législation militaire;

2. elles ne tiennent pas compte de certaines règles particulières établies pour les auxiliaires par le présent projet, règles qui diffèrent de celles qui sont applicables aux agents de l'Etat.

L'article 26 du projet impose, selon les renseignements donnés par le délégué du Ministre, la démission de l'auxiliaire qui s'engage volontairement dans les forces armées à un titre quelconque.

Pour autant que le cas puisse se présenter en fait, la démission sera aussi bien imposée à l'auxiliaire officier de réserve qui s'engagerait pour des prestations volontaires de longue durée, conformément à l'article 63, § 1er, de la loi du 1er mars 1958, qu'à l'auxiliaire qui s'engage en qualité de soldat ou de sous-officier, conformément aux articles 77 à 87 des lois coordonnées sur la

milice. La démission serait également imposée à l'auxiliaire qui s'engagerait dans la force aérienne comme officier ou sous-officier auxiliaire , conformément à l'une des lois du 23 décembre 1955.

Il conviendrait donc d'éviter de recourir à l'expression "engagement ou rengagement volontaire" qui est employée dans un sens plus restreint aux articles 77 à 87 des lois coordonnées sur la milice, pour désigner exclusivement les engagements en qualité de sous-officier et soldat contractés sur base de ces articles.

Par ailleurs, il est inutile de faire expressément mention de la gendarmerie. En effet, aux termes de l'article 2, § 1er, de sa loi organique du 2 décembre 1957, "la gendarmerie constitue une des forces armées".

\+

\+ \+

Selon les explications fournies par le délégué du Ministre, les dispositions relatives aux prestations militaires ne s'appliqueront pas en cas de mobilisation (voir article 25 du projet) (voir article 6, de l'arrêté royal du 18 mars 1953).

Il conviendrait donc de prévoir une disposition qui traduit cette règle. Un article 35 est proposé à cet effet.

\+

\+ \+

.../...

Compte tenu des observations qui précèdent, le Conseil propose, pour l'ensemble des articles 18 à 29 du projet, le texte suivant :

"TITRE VIII. - DES POSITIONS ADMINISTRATIVES.

CHAPITRE Ier. DISPOSITIONS GENERALES.

Article 18 (nouveau).

L'auxiliaire est soit dans la position d'activité de service, soit dans la position de non-activité.

Article 19 (nouveau).

Est en activité de service l'auxiliaire qui est à la disposition de l'administration pour exécuter les tâches que celle-ci pourra lui confier. Toutefois, aux périodes pendant lesquelles l'auxiliaire est à la disposition de l'administration, sont assimilées des périodes de congé. Pour la détermination de sa position administrative, l'auxiliaire est toujours censé être en activité de service, sauf disposition contraire.

Article 20 (nouveau).

Sans préjudice des dispositions qui prennent exclusivement en considération le nombre d'heures de prestations, l'ancienneté de l'auxiliaire est constituée par la durée totale de l'ensemble des périodes où il a été dans la position d'activité de service.

.../...

CHAPITRE II. - DES CONGES.

Article 21 (article 18, alinéa 2, et article 21, alinéa 3, du projet).

Lorsque l'auxiliaire conserve le droit au traitement pendant un congé, ce traitement est calculé d'après le nombre d'heures de prestations qu'il aurait accomplies s'il n'avait pas été absent du service.

Section 1ère. Congés ordinaires.

Article 22 (article 18, alinéa 1er, du projet).

Les auxiliaires bénéficient des mêmes congés annuels de vacances, congés officiels et congés de circonstances que les agents de l'Etat.

Article 23 (article 19, 3°, articles 20 et 21 partim, du projet).

§ 1er. L'auxiliaire féminin qui est en activité de service a droit, en dehors du cas de fausse couche se produisant avant le 181ème jour de la grossesse, à un congé de maternité de douze semaines. Ce congé lui est accordé sur présentation d'un certificat médical indiquant la date présumée de l'accouchement.

Ce congé peut prendre cours au plus tôt quatre semaines avant la date indiquée par le certificat médical.

.../...

§ 2. Lorsque l'accouchement a lieu après la date présumée :

1° la durée du congé obligatoirement pris après l'accouchement est d'au moins six semaines;

2° la période qui excède la durée normale du congé de maternité et qui n'est pas considérée, sur avis du Service de santé administratif, comme congé de maladie, constitue une période de non-activité.

§ 3. L'auxiliaire a droit au traitement pendant les trente premiers jours du congé de maternité.

Section II. - Congés de maladie ou d'infirmité.

Article 24 (article 19, 1°, du projet)

L'auxiliaire que la maladie ou l'infirmité empêchent d'exercer normalement ses fonctions est mis en congé. Il est placé sous le contrôle du Service de santé administratif et doit se soumettre aux examens médicaux décidés par ce service.

Article 25 (article 20, alinéas 1er et 3, du projet)

§ 1er. L'auxiliaire qui est en congé pour cause de maladie ou d'infirmité reste en activité de service aussi longtemps que son absence n'excède pas le maximum fixé ci-après :

.../...

1° trois mois s'il a moins de dix ans d'ancienneté;

2° six mois s'il a moins de vingt ans d'ancienneté;

3° neuf mois s'il a moins de trente ans d'ancienneté;

4° douze mois s'il a trente ans d'ancienneté ou plus.

La durée de l'ancienneté requise est réduite de moitié pour les invalidés de guerre.

L'auxiliaire dont l'absence pour cause de maladie ou d'infirmité excède le maximum fixé à l'alinéa 1er ou à l'alinéa 2, se trouve de plein droit placé dans la position de non-activité.

§ 2. Pour déterminer si l'absence de l'auxiliaire n'excède pas la durée maximum du congé qu'il peut obtenir en application du § 1er, les absences qui ne sont pas séparées par un intervalle de six mois ou plus sont additionnées, à l'exception de celles au cours desquelles l'auxiliaire a droit au traitement par application de l'article 27.

Article 26 (article 20, alinéa 2, du projet).

Par dérogation à l'article 25, l'auxiliaire reste sans limite de temps en activité de service lorsque son congé pour cause de maladie ou d'infirmité est provoqué par un accident du travail au sens de l'article 28.

En outre, les jours de congé accordés en ce cas ne sont pas pris en considération pour déterminer si l'auxiliaire n'excède pas la durée maximum du congé qu'il peut obtenir en application de l'article 25.

.../...

Article 27 (article 21, alinéa 1er, du projet).

L'auxiliaire en congé pour cause de maladie ou d'infirmité a droit au traitement pendant les trente premiers jours de son congé s'il exerce soit des fonctions correspondant à un grade classé dans la troisième catégorie des agents de l'Etat, soit des fonctions correspondant au grade de classeur ou de facteur, L'auxiliaire a droit au traitement pendant les trois premiers jours de son congé s'il exerce d'autres fonctions.

Pour l'application du présent article, sont considérées comme une seule et même absence, celles qui ne sont pas séparées par vingt-cinq jours ouvrables au moins.

Article 28 (article 22, alinéa 1er, du projet).

... (voir avis) ...

Article 29 (article 22, alinéa 3, du projet).

Lorsque l'auxiliaire est victime d'un accident dont la responsabilité pourrait incomber totalement ou partiellement à un tiers, les sommes payées par l' l'Etat à cet auxiliaire en application des articles 27 et 28 ne le sont qu'à titre d'avances sur l'indemnité due éventuellement par le tiers, et récupérables à charge de ce dernier.

Lors de chaque paiement qui lui est fait, l'auxiliaire ou son ayant droit doit subroger l'Etat dans ses droits contre l'auteur de l'accident, jusqu'à concurrence de la somme avancée.

.../...

Article 30 (articles 19, 2°, 20, 21, alinéa 2, du projet) .

Lorsqu'un auxiliaire risque d'être atteint d'une maladie contagieuse dont souffre une personne habitant sous son toit et risque de transmettre cette maladie, le chef hiérarchique immédiat de cet agent peut, sur avis du Service de santé administratif, lui accorder un congé dont il fixe la durée.

L'auxiliaire a droit au traitement pendant ce congé.

Section III. - Congés de convenances personnelles.

Article 31 (nouveau).

Des congés de convenances personnelles peuvent être accordés à l'auxiliaire par le directeur général des postes ou par le chef hiérarchique désigné par lui.

Pendant la durée d'un congé de convenances personnelles, l'auxiliaire n'a pas droit au traitement et se trouve dans la position de non-activité.

Section IV.- Congés accordés en vue de l'accomplissement de prestations militaires.

Article 32 (articles 24 et 27 du projet).

Les auxiliaires en activité de service restent dans cette position administrative pendant les périodes où ils sont sous les armes pour accomplir les prestations militaires qui leur sont imposées par la législation relative à celles-ci.

.../...

Toutefois, les auxiliaires sont de plein droit en non-activité au cours des mois entiers du calendrier où ils font l'objet de rappels par mesure disciplinaire.

Article 33 (article 25 du projet).

La période d'essai prévue à l'article 8 est suspendue pendant la durée des prestations militaires imposées à l'agent.

Article 34 (article 26 du projet).

Les auxiliaires qui s'engagent volontairement, à un titre quelconque, dans les forces armées sont réputés démissionnaires à la date de leur engagement.

Article 35 (nouveau).

Des dispositions particulières arrêtées par le Roi règlent la situation des auxiliaires qui accomplissent des prestations militaires en cas de mobilisation ou qui, étant officiers de réserve, sont autorisés à servir en temps de paix en vue d'assurer l'exécution des obligations contractées par la Belgique en sa qualité de membre d'organisations internationales, conformément à l'article 63, § 2, de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

CHAPITRE III. DE LA SUSPENSION PREVENTIVE.

Article 36 (article 28 du projet).

Le directeur régional des postes ou le chef de l'Office des chèques postaux peut suspendre

.../...

préventivement l'auxiliaire de ses fonctions lorsque l'intérêt du service le requiert.

Au cas où la mesure de suspension n'a pas été rapportée à l'expiration d'un délai de trois mois, l'auxiliaire peut introduire contre elle un recours auprès de la chambre de recours. Si celle-ci émet un avis favorable au réclamant, le directeur général des postes se prononce sur le maintien de la suspension. Si l'avis de la chambre de recours est défavorable, il emporte maintien de la suspension.

Article 37 (article 29 du projet).

Sans préjudice de la décision définitive prévue par l'alinéa 2 du présent article, l'auxiliaire suspendu préventivement continue à percevoir un traitement calculé d'après le nombre d'heures de prestations qu'il aurait accomplies s'il n'avait pas été suspendu. Toutefois, lorsque des poursuites pénales ou une faute disciplinaire pour laquelle il y a flagrant délit ou des indices graves, constituent le motif de la suspension préventive, le directeur général des postes peut ordonner, à titre provisoire, la retenue totale ou partielle du traitement de l'auxiliaire qui fait l'objet de cette suspension.

A l'expiration de la période de suspension préventive, le directeur général des postes fixe, pour cette période, la situation pécuniaire définitive de l'auxiliaire qui a été suspendu".

\+

\+ \+

.../...

Observations relatives aux articles 30 à 42 du projet :

Au deuxième alinéa de l'article 31, la référence faite à l'article 33 doit être remplacée par une référence à l'article 32.

Etant donné qu'il prévoit l'octroi d'une indemnité, l'article 31 du projet requiert les mêmes formalités que l'article 17.

\+

\+ \+

A l'article 34, 1°, du projet, les mots "du présent arrêté" peuvent être supprimés.

L'article 34, 5°, contient une disposition semblable à celle de l'article 107, 8°, du statut des agents de l'Etat. Cette disposition vise des cas où la loi prive certaines personnes du droit d'occuper un emploi public. L'exclusion de l'auxiliaire résulte, dans ces cas, de la loi; on n'aperçoit donc ni l'utilité ni la légalité du pouvoir réglementaire qui serait réservé au Roi. Pour ce motif, il y a lieu de supprimer le 5° de l'article 34.

\+

\+ \+

.../...

Parmi les conditions requises pour l'intégration dans les cadres, l'article 35 exige que l'auxiliaire compte au moins 2400 heures de "bons services". Le projet devrait indiquer l'autorité qui se prononcera sur la qualité des services rendus. Il pourrait prévoir que l'appréciation portée sur ces services sera consignée dans un rapport établi par le supérieur hiérarchique.

Cette observation vaut également pour le deuxième alinéa de l'article 38.

\+

\+ \+

Pour mieux faire apparaître la dérogation apportée à l'article 34ter du statut des agents de l'Etat, les articles 36 et 37 du projet devraient être rédigés comme suit :

"Article 36.-

Les nominations à titre définitif des auxiliaires visés à l'article 35 se font suivant l'ordre du classement au concours d'admission au stage.

L'arrêté de nomination mentionne la date de l'épreuve subie et le résultat obtenu.

Article 37.-

Les agents visés à l'article 36 sont classés, en vue de l'avancement, parmi les autres lauréats du concours.

.../...

Ils sont classés parmi les candidats qui ont réussi l'examen d'admission définitive à la première épreuve.

Par dérogation à l'article 34ter du statut des agents de l'Etat, leur classement est déterminé par le résultat du concours d'admission au stage, la cote de ce concours étant calculée sur un maximum de 20 points".

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose de rédiger les deux premiers alinéas de l'article 38 comme suit :

"Article 38.-

Pendant une période de six ans prenant cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, des concours d'admission au stage sont organisés à l'Administration des postes à l'intention :

1° des personnes bénéficiaires d'un droit de priorité en vertu des lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947;

2° des auxiliaires en service à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

3° des auxiliaires qui ont réussi un examen de recrutement dont l'annonce est antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

.../...

Les auxiliaires mentionnés à l'alinéa premier peuvent, dès l'instant où ils comptent au moins 2400 heures de bons services et deux ans d'ancienneté, participer, sans autres conditions, à ces concours d'admission au stage conduisant à l'emploi définitif dont les attributions correspondent à celles qu'ils ont exercées en qualité d'auxiliaire".

Aux troisième et quatrième alinéas de l'article 38, les mots : "le Ministre ayant l'Administration des postes dans ses attributions" doivent être remplacés par les mots : "le Ministre ayant la Poste dans ses attributions".

Le cinquième alinéa du même article prévoit que le programme des concours peut comporter des matières se rapportant aux connaissances professionnelles exigées pour la fonction à exercer.

Le programme peut certainement comporter des matières portant sur les connaissances indispensables à l'exercice de la profession. Toutefois, si le programme de l'épreuve contenait des matières exigeant des connaissances professionnelles spécialisées qui ne peuvent s'acquérir que par l'exercice préalable d'une fonction dans les services de la Poste, il pourrait être soutenu que l'organisation de l'épreuve aurait été faite en violation des lois de priorité, parce que le programme enlevait toute chance de réussite aux bénéficiaires de ces lois qui n'étaient pas en service à la Poste. Les matières exigeant des connaissances professionnelles spécialisées ne pourraient figurer au programme que parmi les matières à option.

.../...

La distinction que le septième alinéa de l'article 38 fait, pour la durée de l'inscription dans la réserve de recrutement, entre les auxiliaires et les candidats prioritaires place les auxiliaires dans une situation plus favorable que les bénéficiaires des lois relatives aux priorités, et méconnaît ces lois. En effet, après l'expiration du délai de validité de la réserve de recrutement, les prioritaires déclarés admissibles au concours ne pourront plus être nommés, tandis que les auxiliaires déclarés admissibles pourront encore être nommés.

\+

\+ \+

Au deuxième alinéa de l'article 39, les mots "du présent arrêté" peuvent être omis.

\+

\+ \+

Aux termes de l'article 40, les auxiliaires en service seront soumis au statut dès le jour de sa publication au Moniteur belge. Le projet ne prévoit cependant pas que le statut entrera en vigueur le jour de sa publication . Il ne se conçoit pas que les auxiliaires soient soumis à un statut qui n'est pas encore entré en vigueur. Pour ce motif, il est proposé de rédiger l'article 40 comme suit :

.../...

"Article 40.-

Les auxiliaires en service à l'Administration des postes, quelle que soit la durée de leurs services, sont soumis au présent arrêté dès le jour de son entrée en vigueur".

+

+ +

A l'article 41, les mots "à cette date" peuvent être supprimés. Au même article, il convient de faire précéder l'indication des arrêtés abrogés d'un 1° et d'un 2°, et non pas des lettres a et b.

Il appartiendra au Gouvernement d'examiner s'il ne convient pas d'abroger l'arrêté royal du 8 juillet 1939 relatif à l'admission des assistants de l'Office des chèques postaux, des aides et suppléants de l'Administration des postes, aux concours à organiser pour la collation d'emplois de sous-percepteurs et de commis aux écritures, en vertu de l'article 16, dernier alinéa, du statut des agents de l'Etat.

+

+ +

Le texte néerlandais donne lieu, en outre, à quelques observations de forme qui ont été renseignées dans le texte néerlandais de l'avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp voert een statuutregeling in voor de hulpkrachten voor het Bestuur der posterijen, die tot dusver onder arbeidsovereenkomst voor bedienden of voor arbeiders werden aangeworven.

Zullen de hulpkrachten voortaan aan een statuut onderworpen zijn, ze zullen daarom nog niet dezelfde stabiliteit als het Rijkspersoneel genieten. Artikel 32 van het ontwerp staat het Bestuur immers toe, hen af te danken met een opzeggingstermijn van dezelfde duur als in de wetten op de arbeidsovereenkomst voor bedienden en voor arbeiders is bepaald. Bovendien zullen de hulpkrachten krachtens artikel 17 van het ontwerp, aan de maatschappelijke zekerheid onderworpen blijven. Dit is een bepaling tot uitvoering van artikel 1 van de wet van 20 mei 1949 waarbij de toepassing van het stelsel der maatschappelijke zekerheid wordt uitgebreid tot sommige arbeiders door de openbare besturen te werk gesteld.

Voor de overzichtelijkheid van bepaalde hoofdstukken zou het goed zijn, het ontwerp nog verder onder te verdelen, en wel in titels, hoofdstukken en afdelingen.

\+

\+ \+

.../...

Aanhef :

Het tweede lid van de aanhef, dat naar de gecoördineerde wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 verwijst, kan achterwege blijven; die wetten zijn geen rechtsgrond voor het ontwerp.

\+

\+ +

De hoofdstukken X en XI van het ontwerp stellen, ter zake van toelating van hulpkrachten tot het Rijkspersoneel, regelen die afwijken van de wervingsregelen uit het statuut van het Rijkspersoneel. Het verslag aan de Koning verantwoordt dit hierdoor, dat de hulpkrachten ervaring in de dienst en administratieve kennis hebben opgedaan.

Aangezien het ontwerp afwijkt van het statuut van het Rijkspersoneel, moet het, krachtens artikel 116 van dit statuut, gemotiveerd worden. Het verslag aan de Koning voldoet aan die eis, maar mocht het niet in het Staatsblad worden bekendgemaakt, dan ware de motivering in de aanhef van het ontwerp op te nemen.

\+

\+ +

.../...

Opmerkingen betreffende de artikelen 1 tot 17 van het ontwerp.

Luidens artikel 2 van het ontwerp, zal het statuut van de hulpkrachten geen toepassing vinden op "personen van vertrouwen". Dit begrip behoort in het verslag aan de Koning te worden toegelicht.

In hetzelfde artikel vervange men de woorden "agences postales" door "agences des postes", zoals het heet in het koninklijk besluit van 4 augustus 1899.

\+
\+ \+

Artikel 3 van het ontwerp onderscheidt drie voorwaarden waaraan iemand zou moeten voldoen om onder het statuut van het hulppersoneel te vallen. In feite zijn het eisen die doorlopend aan hulpkrachten worden gesteld. Als een hulpkracht niet langer aan één ervan voldoet, wordt hij, bij toepassing van artikel 34 van het ontwerp, zonder opzegging of vergoeding van zijn ambt ontheven. De hierna voorgestelde tekst beantwoordt beter aan de bedoeling van de Regering :

"Artikel 3.-

Niemand kan de hoedanigheid van hulpkracht verkrijgen of behouden, tenzij hij aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° Belg zijn;
2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
3° aan de dienstplichtwetten voldoen".

\+
\+ \+

.../...

Het begin van artikel 4 van het ontwerp leze men als volgt : "Afgezien van de in artikel 3 gestelde voorwaarden kan niemand tot hulpkracht worden benoemd, tenzij hij aan de volgende voorwaarden voldoet ...".

Onder 2° bepaalt artikel 4 : "De verhoging van de leeftijdsgrens die voorzien is voor de kandidaten van de prioriteitslijsten 1, 1°, 2, 3 en 4 ... is eveneens van toepassing" voor hen die een voorkeurrecht krachtens het tweede lid van artikel 6 van het ontwerp genieten.

Mag het statuut verschillende grensleeftijden voor onderscheiden categorieën van kandidaten vaststellen, het moet er ook rekening mede houden dat kandidaten, die zich op het voordeel van het tweede lid van artikel 8 van de gecoördineerde prioriteitswetten kunnen beroepen, recht hebben op verhoging van de grensleeftijd. De tekst van het ontwerp zou moeten doen uitkomen dat de grensleeftijd, die met vijf jaar wordt verhoogd voor hen die het voordeel van het tweede lid van artikel 6 van het ontwerp genieten, andermaal met vijf jaar moet worden opgevoerd als de kandidaat een prioriteitsgerechtigde is volgens het tweede lid van artikel 8 van de gecoördineerde prioriteitswetten.

+

\+ +

.../...

Onder inachtneming van de gecoördineerde prioriteitswetten,verleent artikel 6 van het ontwerp een voorkeurrecht voor toelating tot betrekkingen in het hulppersoneel aan hulpkrachten in dienst, telegraafboden, telegrambestellers en "kinderen van de in dienst zijnde, gepensioneerde of overleden personeelsleden van de Rijksbesturen die onder het Ministerie van Verkeerswezen ressorteren". Men kan aannemen dat een voorkeurrecht wordt verleend aan kandidaten die reeds een betrekking bij het Bestuur der posterijen of bij de Regie van telegraaf en telefoon hebben uitgeoefend en zodoende een voor de administratie nuttige ervaring hebben kunnen opdoen. Dat men echter het kind van een ambtenaar van een Rijksbestuur is, kan op zich zelf geen aanwijzing zijn dat men een bijzondere geschiktheid heeft tot het uitoefenen van een overheidsbetrekking. Een prioriteit die uitsluitend op zulk een hoedanigheid steunt, miskent het door artikel 6 van de Grondwet gehuldigde beginsel, dat alle Belgen gelijkelijk tot de openbare bedieningen worden toegelaten.

\+

\+ +

In het eerste lid van artikel 7 kunnen de woorden "van dit besluit" vervallen.

Een kandidaat die een hem aangeboden betrekking om persoonlijke redenen van de hand heeft gewezen, heeft het recht om in dienst te worden geroepen voor het bekleden van de eerstvolgende vacante betrekking. Deze bedoeling zal beter in de volgende redactie van het tweede lid van artikel 7 tot uiting komen :

.../...

"Onverminderd de toepassing van artikel 10 verliest een kandidaat, die de hem aangeboden betrekking niet heeft aanvaard, niet het voordeel van zijn rangschikking met het oog op een latere aanwijzing".

\+

\+ +

Voor het tweede lid van artikel 10 wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Bij gelijke anciënniteit komt de voorrang toe aan de hulpkracht met het grootste aantal uren prestatie sinds zijn indiensttreding, en in bijkomende orde, aan de oudste hulpkracht".

\+

\+ +

Artikel 11 van het ontwerp verklaart de bepalingen van het statuut van het Rijkspersoneel inzake onverenigbaarhedem op de hulpkrachten toepàsselijk.

Het kan buitensporig lijken, aan een hulpkracht, die de administratie maar gedeeltelijk te werk stelt, te verbieden een winstgevende nevenbetrekking uit te oefenen en voor het machtigen tot het uitoefenen van zulke betrekking, een beslissing van de ministerraad te eisen. Het cumulatieverbod en de verplichting aanvragen om afwijking bij de ministerraad aanhangig te maken, zijn echter niet alleen door het statuut van het Rijkspersoneel voorgeschreven, ze zijn het ook door het koninklijk besluit nr 87 van 5 februari 1935 betreffende de cumulatie

.../...

inzake openbare ambten en bedieningen, dat zelfs toepassing vindt op hen die "een betrekking bekleden waarvan de taak onvolledig is". Zelfs als het ontwerp de bepalingen van het statuut van het Rijkspersoneel inzake onverenigbaarheden niet op hen toepasselijk verklaarde, zouden de hulpkrachten dus aan het koninklijk besluit van 5 februari 1935 onderworpen zijn en geen "bezoldigde beroepen of betrekkingen" mogen uitoefenen zonder machtiging van de ministerraad.

\+

\+ +

Volgens het tweede lid van artikel 13 worden de zwaarste tuchtstraffen door de onmiddellijk hogere chef voorgedragen en door de directeur-generaal van posterijen uitgesproken.

Volgens de rechtspraak van de Raad van State is het voordragen van een tuchtstraf door de onmiddellijke hiërarchische meerdere geen substantieel vormvereiste en kan een hogergeplaatste meerdere, als er geen strafvoorstel vanwege de onmiddellijke hiërarchische meerdere is, voorstellen een straf aan een ambtenaar op te leggen (R.S., nr 2809, LEURQUIN, van 13 oktober 1953).

\+

\+ +

In het eerste lid van artikel 14 kunnen de woorden "door de bevoegde overheid" vervallen.

In het tweede lid voege men,in de Franse tekst, "départementale" toe,na "chambre de recours".

\+

\+ +

.../...

Luidens het tweede lid van artikel 15 "oordeelt alleen het administratief gezag over de toepassing van de disciplinaire straffen, ongeacht de uitslag van de strafvordering".

Tuchtvordering en strafvordering staan los van elkaar, maar de bestuursoverheid mag geen maatregel nemen die zou strijden met de uitspraak van de strafrechter. Dit is een gevolg van het gezag van het gewijsde.

\+

\+ +

Artikel 16 ware als volgt te lezen :

"Artikel 16.-

De bezoldiging van de hulpkrachten wordt bij koninklijk besluit vastgesteld, op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de post behoort en van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort".

\+

\+ +

Daar artikel 17 aanvullende kinderbijslag verleent, zijn de volgende formaliteiten te vervullen : medeonderondertekening van de Minister van Financiën, krachtens artikel 6 van de wet van 20 juli 1921, en advies van de Eerste-Minister, krachtens artikel 13 van het besluit van de Regent van 15 december 1948 tot regeling van de ambtsbevoegdheden van het Begrotingscomité. Krachtens artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 november 1958 wordt dit advies thans gegeven door de Minister Ondervoorzitter van de Kabinetsraad.

.../...

De Raad van State stelt voor, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 17.-

De bepalingen van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de arbeiders, zijn op de hulpkrachten toepasselijk, behalve die met betrekking tot het jaarlijks verlof. Voorts vindt op hen toepassing het besluit van de Regent van 16 maart 1950 betreffende de kinderbijslagen toegekend aan het door de Staat bezoldigd personeel".

\+
\+ \+

Opmerkingen betreffende de artikelen 18 tot 29 van het ontwerp.

Hoofdstuk VIII van het ontwerp, dat de artikelen 18 tot 29 bevat, handelt over de administratieve standen.

Voor een beter begrip van de tekst, zijn een aantal algemene bepalingen nodig om de rechtsbetekenis van de hier genoemde administratieve standen vast te leggen.

Hoofdstuk VIII is in afdelingen onderverdeeld : de eerste betreft het verlof, de tweede heeft als opschrift "Militaire diensten". Beide afdelingen zouden beter opnieuw gegroepeerd, en dan in vier delen onderverdeeld worden : gewoon verlof, ziekte- of gebrekkigheidsverlof, verlof voor het verrichten van militaire prestaties, en verlof wegens persoonlijke aangelegenheden. Het eerste deel zou tevens de bepalingen betreffende het bevallingsverlof bevatten.

.../...

Deze nieuwe indeling van de bepalingen moet leiden tot een hergroepering in een logischer volgorde.

Daarom stelt de Raad van State hierna, ter vervanging van de artikelen 18 tot en met 29 van het ontwerp, een nieuwe tekst voor, die met het zoëven opgemerkte rekening houdt. Waar de behandelde toestand dezelfde is, zijn bovendien dezelfde bewoordingen gebruikt als de Raad van State in zijn advies over een ontwerp statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut in overweging heeft gegeven. Met goedvinden van de gemachtigde ambtenaar heeft de Raad van State ten slotte een aantal bepalingen gewijzigd en andere toegevoegd, en wel om herhalingen te voorkomen, het begrip van de tekst te bevorderen, sommige vastgestelde leemten goed te maken of nog om de hem medegedeelde bedoelingen van de Regering te verduidelijken.

\+

\+ \+

Artikel 20, tweede lid, van het ontwerp verwijst impliciet naar de sociale wetgeving, door het gebruik van het begrip "arbeidsongeval".

Zulk een vage verwijzing kan tot moeilijkheden leiden. De gecoördineerde wetten betreffende de vergoeding voor arbeidsongevallen omschrijven in artikel 1 , eerste lid, het arbeidsongeval als het ongeval dat zich voordoet "in de loop en ter zake van de uitvoering der arbeidsovereenkomst". De ambtenaren van het ontwerp staan echter onder een publiekrechtelijk statuut.

.../...

De definitie moet dus worden aangepast. Voorgesteld wordt, in een toe te voegen bepaling te verklaren, wat het ontwerp onder "arbeidsongeval" verstaat ; deze definitie gaat uit van artikel 1, eerste en zesde lid, van de gecoördineerde wetten, met inachtneming van de verschillen in de rechtstoestanden.

\+

\+ +

Artikel 21, tweede lid, bepaalt onder meer dat de hulpkracht recht op wedde heeft tijdens de eerste dertig dagen van haar bevallingsverlof. Deze regel is overgenomen in artikel 23, § 3, van de voorgestelde tekst. Het gevolg is echter, dat de hulpkrachten over die periode niet in aanmerking komen voor de rustvergoeding bij bevalling als bepaald in het organiek koninklijk besluit over de ziekte- en invaliditeitsverzekering van 22 september 1955, en wel bij toepassing van het tweede lid van deze laatste bepaling. Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar genieten de hulpkrachten deze vergoeding thans wel, ondanks het bepaalde in artikel 102, tweede lid. De Regering moge oordelen of een ander voordeel niet ware toe te kennen, als compensatie voor het verlies van de rustvergoeding bij bevalling tijdens de eerste dertig dagen van het bevallingsverlof.

\+

\+ +

Artikel 22 van het ontwerp handelt over de geldelijke toestand van hulpkrachten die door een arbeidsongeval of door een ongeval op de weg naar en van het werk zijn getroffen.

.../...

Tot dusver stonden hulpkrachten van het Bestuur der posterijen onder de regeling van de arbeidsovereenkomst voor bedienden of voor arbeiders; de gecoördineerde wetten betreffende de vergoeding der schade voortspruitend uit arbeidsongevallen waren dus op hen toepasselijk.

Zodra de hulpkrachten een verordenings-statuut krijgen, is dit echter niet meer het geval (Cass., 4 december 1959, inzake N.M.B.S. tegen Renap, onuitgegeven).

Artikel 22, eerste lid, bedoelt gelijkwaardige voordelen voor die hulpkrachten in stand te houden, door hun "dezelfde geldelijke voordelen" te verlenen als bepaald zijn bij de gecoördineerde wetten betreffende de vergoeding der schade voortspruitend uit arbeidsongevallen en bij de besluitwet van 13 december 1945 betreffende de vergoeding der schade voortspruitend uit de op de weg naar en van het werk overkomen ongevallen.

Naar de gemachtigde ambtenaar echter heeft verklaard, bedoelt de Regering, dat cumulatie van deze voordelen met een wedde ten bezware van de Schatkist alleen wordt toegestaan overeenkomstig de op het tijdelijk Rijkspersoneel toegepaste regelen, zoals die in de algemene onderrichting betreffende de arbeidsongevallen van 31 januari 1955 in herinnering zijn gebracht.

.../...

Wel maken de verschillen tussen de toestand van tijdelijken en die van hulpkrachten bepaalde aanpassingen wenselijk. De regelen die de Regering wil toepassen moeten hoe dan ook in een verordenende tekst worden opgenomen.

Voorts moge worden opgemerkt, dat de nieuwe cumulatieregelen geen afbreuk zouden mogen doen aan de rechten die de hulpkrachten vóór het in werking treden van dit ontwerp mochten hebben verkregen. Deze regel zou in de tekst zelf van het ontwerp kunnen staan.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 28.-

§ 1. Bij arbeidsongeval of bij ongeval op de weg naar en van het werk genieten de hulpkrachten dezelfde geldelijke voordelen als zijn toegekend door de bij koninklijk besluit van 28 september 1931 gecoördineerde wetten en door de besluitwet van 13 december 1945, verlengd bij de wet van 10 juli 1951.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt onder arbeidsongeval verstaan, het ongeval dat de hulpkracht in de loop en ter zake van de uitoefening van het hem opgedragen ambt is overkomen. Het ongeval dat zich in de uitoefening van het ambt heeft voorgedaan, wordt vermoed zich te hebben voorgedaan ter zake van de uitoefening van het ambt, behoudens tegenbewijs.

.../...

Voor de toepassing van dit besluit wordt onder arbeidsongeval op de weg naar en van het werk verstaan, het ongeval dat zich heeft voorgedaan onder de voorwaarden vereist opdat het als zodanig kan worden aangemerkt overeenkomstig de besluitwet van 13 december 1945.

§ 3. In afwijking van § 1, en onder voorbehoud van de vóór de inwerkingtreding van dit besluit verkregen rechten, worden de geldelijke voordelen niet toegekend voor de perioden waarover de getroffene een normale activiteitsbezoldiging heeft ontvangen.

Wordt de getroffene echter in een minder goed bezoldigde bestuursbetrekking te werk gesteld terwijl de oorzaak van die nieuwe tewerkstelling ligt in de invaliditeit waartoe het arbeidsongeval of het ongeval op de weg naar en van het werk heeft geleid, dan worden de in § 1 bepaalde voordelen toegekend tot een bedrag gelijk aan het verschil tussen enerzijds de bezoldiging welke de getroffene zou hebben genoten als hij titularis was gebleven van de betrekking welke hij op het tijdstip van het ongeval bekleedde, anderzijds de aan zijn nieuwe betrekking verbonden bezoldiging, maar binnen de grenzen van die voordelen".

\+

\+ \+

Het tweede lid van artikel 22 van het ontwerp, volgens hetwelk dezelfde procedure geldt als voor de toepassing van artikel 11 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel, is overbodig, des te meer daar het koninklijk besluit dat krachtens dat artikel 11 de procedure had moeten regelen, nooit is uitgevaardigd.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 22, derde lid, van het ontwerp betreft de indeplaatsstelling van de Staat in de rechten van een door een ongeval getroffen hulpkracht, voor het geval dat dit door de schuld van een derde is veroorzaakt.

Aangezien deze bepaling ook toepassing vindt op ongevallen die geen arbeidsongeval zijn of niet op de weg naar of van het werk zijn overkomen, ware het logischer van dit lid een afzonderlijk artikel te maken (artikel 29 in de voorgestelde tekst).

Er moet worden toegezien, dat voldaan is aan de eisen die het Burgerlijk Wetboek stelt hetzij voor de indeplaatsstellingen uit kracht van overeenkomsten (artikel 1250), hetzij voor wettelijke indeplaatsstellingen (artikel 1251). (Zie enerzijds Cass.,19 september 1955, Pas.1956, I, 9, en anderzijds,Cass.,17 november 1954, Pas. 1955, I, 224), (Zie ook Pas., 2 maart 1953 , Pas.I, 497; 22 september 1958, Pas. 1959, I, 74).

De Raad van State stelt een tekst voor die voorziet, dat de hulpkracht uit kracht van de overeenkomst in de plaats van de Staat treedt. Deze tekst komt ook tegemoet aan de eis van artikel 1250, 1°, van het Burgerlijk Wetboek, dat de door de Staat gedane betaling en de indeplaatsstelling gelijktijdig geschieden.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft uitgelegd, zouden hulpkrachten verlof wegens persoonlijke aangelegenheden kunnen krijgen. De Raad van State stelt een tekst voor, die aan het toestaan van zulk verlof een reglementaire grondslag geeft(artikel 31 van de voorgestelde tekst).

\+

\+ \+

.../...

De artikelen 23 tot 27 van het ontwerp betreffen het verlof voor het verrichten van militaire prestaties.

Zij zijn grotendeels ontleend aan het koninklijk besluit van 18 maart 1953 tot vaststelling van de administratieve toestand der personeelsleden die opgeroepen worden om militaire verplichtingen in vredestijd te vervullen.

Deze bepalingen lijken om twee redenen ondienstig :

1. evenmin als het koninklijk besluit van 18 maart 1953 waaraan ze grotendeels zijn ontleend, zijn zij met de militaire wetgeving in overeenstemming ;

2. ze houden geen rekening met een aantal bijzondere regelen die het ontwerp voor de hulpkrachten invoert en die verschillen van de voor het Rijkspersoneel geldende regeling.

Volgens de gemachtigde ambtenaar, betekent artikel 26 van het ontwerp, dat een hulpkracht die in enigerlei hoedanigheid een vrijwillige dienstverbintenis bij de krijgsmacht aangaat, ontslagen wordt.

Voor zover het geval zich in feite mocht kunnen voordoen, zal er dus evengoed ontslag zijn voor een hulpkracht die reserveofficier is en dienst neemt voor het verrichten van vrijwillige prestaties van lange duur overeenkomstig artikel 63, § 1, van de wet van 1 maart 1958, als voor een hulpkracht die als soldaat of onderofficier dienst neemt overeenkomstig de artikelen 77 tot 87 van de gecoördineerde dienstplichtwetten. Er zou ook ontslag zijn voor een hulpkracht die als hulpofficier of hulponderofficier dienst neemt bij de luchtmacht overeenkomstig een van de wetten van 23 december 1955.

.../...

Men vermijde dus de uitdrukking "vrijwillige dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis", die in de artikelen 77 tot 87 van de gecoördineerde dienstplichtwetten in een engere betekenis worden gebruikt, om uitsluitend te wijzen op dienstnemingen als onderofficier en soldaat, die op grond van die artikelen worden aangegaan.

Het is overigens overbodig uitdrukkelijk de Rijkswacht te vermelden. Luidens artikel 2, § 1, van haar organieke wet van 2 december 1957 "is de Rijkswacht immers één van de krijgsmachten".

\+

\+ +

Volgens uitleg die de gemachtigde van de Minister heeft verstrekt, zullen de bepalingen betreffende de militaire prestaties geen toepassing vinden in geval van mobilisatie (zie artikel 25 van het ontwerp) (zie artikel 6 van het koninklijk besluit van 18 maart 1953).

Een bepaling ware dus nodig om deze regel te formuleren. Een artikel 35 wordt daarom voorgesteld.

\+

\+ +

In aansluiting op al deze opmerkingen stelt de Raad van State de volgende tekst voor, ter vervanging van de artikelen 18 tot en met 29 van het ontwerp.

.../...

"TITEL VIII. - ADMINISTRATIEVE STANDEN.

HOOFDSTUK I. ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 18 (nieuw).

De hulpkracht is in actieve dienst of op non-activiteit.

Artikel 19 (nieuw).

In actieve dienst is de hulpkracht die ter beschikking van het bestuur staat voor de uitvoering van het werk dat het hem kan opdragen. Met periodes tijdens welke de hulpkracht ter beschikking van het bestuur staat, worden echter verlofperiodes gelijkgesteld. Voor het vaststellen van zijn administratieve stand wordt de hulpkracht, behoudens hiermee strijdige bepaling, altijd geacht in actieve dienst te zijn.

Artikel 20 (nieuw).

Onverminderd de bepalingen die uitsluitend rekening houden met het aantal arbeidsuren, wordt de anciënniteit van de hulpkracht gevormd door de totale duur van alle periodes waarin hij in de stand actieve dienst is geweest.

.../...

HOOFDSTUK II. VERLOF.

Artikel 21 (artikel 18, tweede lid, en artikel 21, derde lid, van het ontwerp).

Wanneer de hulpkracht het recht op wedde tijdens een verlof behoudt, wordt deze wedde berekend volgens het aantal arbeidsuren die hij zou hebben verricht indien hij niet uit de dienst afwezig was geweest.

Afdeling 1. Gewoon verlof.

Artikel 22 (artikel 18, eerste lid, van het ontwerp).

De hulpkrachten hebben hetzelfde jaarlijkse vacantieverlof, officieel verlof en gelegenheidsverlof als het Rijkspersoneel.

Artikel 23 (artikel 19, 3°, artikelen 20 en 21 partim, van het ontwerp).

§ 1. Behoudens in geval van miskraam vóór de 181e dag van de zwangerschap, heeft de vrouwelijke hulpkracht in actieve dienst recht op een bevallingsverlof van twaalf weken. Dit verlof wordt haar toegestaan op overlegging van een doktersattest dat de vermoedelijke bevallingsdatum vermeldt.

Dat verlof mag ten vroegste ingaan vier weken vóór de op het doktersattest aangegeven datum.

.../...

§ 2. Wanneer de bevalling na de vermoedelijke datum plaatsheeft :

1° duurt het verplicht na de bevalling genomen verlof ten minste zes weken;

2° is de tijd die de normale duur van het bevallingsverlof overschrijdt en,op advies van de administratieve gezondheidsdienst,niet als ziekteverlof wordt beschouwd, een periode van non-activiteit.

§ 3. De hulpkracht heeft recht op wedde over de eerste dertig dagen van het bevallingsverlof.

Afdeling II. Ziekte- of gebrekkigheidsverlof.

Artikel 24 (artikel 19, 1°,van het ontwerp).

De hulpkracht die door ziekte of gebrekkigheid verhinderd wordt zijn ambt normaal uit te oefenen, wordt met verlof gezonden. Hij wordt onder het toezicht van de administratieve gezondheidsdienst geplaatst,en moet zich onderwerpen aan de medische onderzoekingen welke die dienst gelast.

Artikel 25 (artikel 20, eerste en derde lid, van het ontwerp)

§ 1. De hulpkracht die met verlof is wegens ziekte of gebrekkigheid blijft in actieve dienst zolang zijn afwezigheid niet het hierna bepaalde maximum overschrijdt :

.../...

1° drie maanden indien hij minder dan tien jaar anciënniteit heeft;

2° zes maanden indien hij minder dan twintig jaar anciënniteit heeft;

3° negen maanden indien hij minder dan dertig jaar anciënniteit heeft;

4° twaalf maanden wanneer hij dertig jaar of meer anciënniteit heeft.

Voor oorlogsinvaliden wordt de duur van de vereiste anciënniteit met de helft verminderd.

De hulpkracht wiens afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid het bij het eerste of het tweede lid bepaalde maximum overschrijdt, is van rechtswege op non-activiteit.

§ 2. Om te bepalen of de afwezigheid van de hulpkracht de maximumduur van het verlof waarop hij bij toepassing van § 1 gerechtigd is, niet overschrijdt, worden de afwezigheden die niet door een tussenpoos van zes maanden of meer gescheiden zijn, samengeteld, met uitzondering van die tijdens welke de hulpkracht recht heeft op wedde bij toepassing van artikel 27.

Artikel 26 (artikel 20, tweede lid, van het ontwerp).

In afwijking van artikel 25 blijft de hulpkracht zonder tijdsbeperking in actieve dienst, wanneer zijn ziekte- of gebrekkigheidsverlof is toegestaan naar aanleiding van een arbeidsongeval in de zin van artikel 28.

.../...

Bovendien komen de in die gevallen toegestane verlofdagen niet in aanmerking voor het bepalen van het aantal verlofdagen welke de hulpkracht nog kan krijgen bij toepassing van artikel 25.

Artikel 27 (artikel 21, eerste lid, van het ontwerp).

De hulpkracht die wegens ziekte of gebrekkigheid met verlof is, heeft recht op wedde gedurende de eerste dertig dagen van zijn verlof, als hij uitoefent, hetzij een ambt dat overeenkomt met een in de derde categorie van het Rijkspersoneel gerangschikte graad, hetzij een ambt dat overeenkomt met de graad van klasseerder of besteller. De hulpkracht heeft recht op wedde over de eerste drie dagen van zijn verlof, als hij een ander ambt vervult.

Voor de toepassing van dit artikel worden als een en dezelfde afwezigheid beschouwd, de afwezigheden welke niet door ten minste vijfentwintig werkdagen zijn gescheiden.

Artikel 28 (artikel 22, eerste lid, van het ontwerp).

... (zie advies) ...

Artikel 29 (artikel 22, derde lid, van het ontwerp).

Wordt de hulpkracht getroffen door een ongeval waarvoor de aansprakelijkheid geheel of gedeeltelijk op een derde zou rusten, dan gelden de bedragen, die de Staat aan deze hulpkracht bij toepassing van de artikelen 27 en 28 uitkeert, slechts als voorschot, betaald op de

.../...

eventueel door de derde verschuldigde vergoeding en op deze derde te verhalen.

Bij elke betaling welke hem wordt gedaan, moet de hulpkracht of zijn rechtverkrijgende ten bedrage van het gestorte bedrag, de Staat in zijn rechten doen treden tegen hem die het ongeval heeft veroorzaakt.

Artikel 30 (artikelen 19, 2°, 20, 21, tweede lid, van het ontwerp).

Is er gevaar, dat een hulpkracht wordt aangetast door een besmettelijke ziekte waaraan een bij hem inwonende lijdt, en dat hij die ziekte overdraagt, dan kan zijn onmiddellijk hiërarchische meerdere hem, op advies van de administratieve gezondheidsdienst, verlof toestaan, waarvan hij de duur bepaalt.

Over deze periode heeft de hulpkracht recht op wedde.

Afdeling III.- Verlof wegens persoonlijke aangelegenheden.

Artikel 31 (nieuw).

Aan de hulpkracht kan, wegens persoonlijke aangelegenheden, verlof worden toegestaan door de directeur-generaal der Posterijen of door de door deze aangewezen hiërarchische meerdere.

Gedurende een verlof wegens persoonlijke aangelegenheden heeft de hulpkracht geen recht op wedde, en is hij op non-activiteit.

.../...

Afdeling IV. - Verlof voor het verrichten van militaire prestaties.

Artikel 32 (artikelen 24 en 27 van het ontwerp).

Hulpkrachten in actieve dienst blijven in deze administratieve stand tijdens de periodes waarin zij onder de wapens zijn om de militaire prestaties te verrichten welke hun, krachtens de desbetreffende wetgeving, worden opgelegd.

De hulpkrachten zijn echter van rechtswege op non-activiteit gedurende de volle kalendermaanden tijdens welke zij wederoproepingen verrichten bij tuchtmaatregel.

Artikel 33 (artikel 25 van het ontwerp).

De in artikel 8 bedoelde proeftijd wordt geschorst voor de duur van de aan het personeelslid opgelegde militaire prestaties.

Artikel 34 (artikel 26 van het ontwerp).

Hulpkrachten die in enige hoedanigheid een vrijwillige dienstverbintenis bij de krijgsmacht aangaan, worden geacht ontslag te nemen op de datum van hun dienstverbintenis.

.../...

Artikel 35 (nieuw).

Door de Koning vastgestelde bijzondere bepalingen regelen de toestand van hulpkrachten die militaire prestaties verrichten in geval van mobilisatie of, als reserveofficier, gemachtigd worden om in vredestijd te dienen ter uitvoering van de verplichtingen welke België als lid van internationale organisaties heeft aangegaan, overeenkomstig artikel 63, § 2, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

HOOFDSTUK III. VOORLOPIGE SCHORSING.

Artikel 36 (artikel 28 van het ontwerp).

De gewestelijke directeur der posterijen of het hoofd van het bestuur der postchecks kan de hulpkracht preventief schorsen wanneer het belang van de dienst het eist.

Is de schorsingsmaatregel bij het verstrijken van een termijn van drie maanden niet ingetrokken, dan kan de hulpkracht hiertegen bij de raad van beroep in beroep komen. Geeft deze een voor de reclamant gunstig advies, dan beslist de directeur-generaal der posterijen of de schorsing al dan niet gehandhaafd blijft. Is het advies van de raad van beroep ongunstig, dan wordt de schorsing gehandhaafd.

.../...

Artikel 37 (artikel 29 van het ontwerp).

Onverminderd de in het tweede lid van dit artikel bedoelde eindbeslissing, blijft de preventief geschorste hulpkracht een wedde ontvangen, die berekend wordt volgens het aantal arbeidsuren welke hij zou hebben verricht als hij niet geschorst was geweest. Is de reden van de preventieve schorsing echter een strafvervolging of een tuchtvergrijp dat op heterdaad werd ontdekt of waarvoor gewichtige aanwijzingen bestaan, dan kan de directeur-generaal der posterijen voorlopig de gehele of gedeeltelijke inhouding van de wedde van de geschorste hulpkracht bevelen.

Bij het verstrijken van de periode van preventieve schorsing stelt de directeur-generaal der posterijen voor deze periode de definitieve geldelijke toestand van de geschorste hulpkracht vast".

\+
\+ \+

Opmerkingen betreffende de artikelen 30 tot 42 van het ontwerp.

In het tweede lid van artikel 31 verwijze men naar artikel 32, niet naar 33.

Aangezien artikel 31 een toelage verleent, zijn dezelfde formaliteiten te vervullen als voor artikel 17.

\+
\+ \+

.../...

In artikel 34, 1°, van het ontwerp kunnen de woorden "van dit besluit" vervallen.

Artikel 34, 5°, bevat een bepaling in de aard van artikel 107, 8°, van het statuut van het Rijkspersoneel. Die bepaling doelt op gevallen waarin de wet sommige personen het recht ontneemt een openbare bediening te bekleden. De uitsluiting van de hulpkracht heeft in zulke gevallen plaats uit kracht van de wet, zodat het nut en de wettigheid van 's Konings verordenende bevoegdheid hier niet voor de hand zouden liggen. Daarom schrappe men de tekst onder 5° van artikel 34.

\+
\+ +

Onder andere eisen voor opneming in de kaders, stelt artikel 35 dat de hulpkracht ten minste 2400 uren "goede dienst" telt. Het ontwerp behoort aan te geven welke overheid zich over de hoedanigheid van de bewezen diensten zal uitspreken. Het zou kunnen bepalen dat de hiërarchische meerdere zijn beoordeling van die diensten in een verslag zal optekenen.

Deze opmerking geldt ook voor het tweede lid van artikel 38.

\+
\+ +

.../...

Om beter te doen uitkomen dat zij afwijken van artikel 34ter van het statuut van het Rijkspersoneel,stelle men de artikelen 36 en 37 van het ontwerp als volgt :

"Artikel 36.-

Vaste benoemingen van in artikel 35 bedoelde hulpkrachten hebben plaats volgens de rangschikking in het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd.

Het benoemingsbesluit vermeldt de datum van het afgelegde examen en de behaalde uitslag.

Artikel 37.-

De in artikel 36 bedoelde personeelsleden worden,met het oog op bevordering,onder de overige voor het vergelijkend examen geslaagden gerangschikt.

Ze worden gerangschikt onder de kandidaten die voor het eerste uitgeschreven examen voor vaste toelating zijn geslaagd.

In afwijking van artikel 34ter van het statuut van het Rijkspersoneel,wordt hun rangschikking bepaald door de uitslag op het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd; het cijfer voor dit vergelijkend examen wordt echter op een maximum van 20 punten berekend".

+

\+ +

.../...

De Raad van State stelt voor, het eerste en het tweede lid van artikel 38 als volgt te lezen :

"Artikel 38.-

Gedurende een termijn van 6 jaar, ingaande op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden bij het Bestuur der Posterijen vergelijkende examens voor toelating tot de proeftijd ingericht voor :

1° prioriteitsgerechtigden krachtens de gecoördineerde wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947;

2° hulpkrachten in dienst op de datum van inwerkingtreding van dit besluit;

3° hulpkrachten die geslaagd zijn voor een aanwervingsexamen dat vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit is uitgeschreven.

Zodra de in het eerste lid genoemde hulpkrachten ten minste 2400 uren goede dienst en 2 jaar anciënniteit tellen, mogen zij zonder andere voorwaarden deelnemen aan die vergelijkende examens voor toelating tot de proeftijd, die leiden tot de vaste betrekking waarvan de dienstbevoegdheid overeenstemt met die welke zij als hulpkracht hebben uitgeoefend".

In het derde en het vierde lid van artikel 38 vervange men "de Minister onder wie het bestuur der posterijen ressorteert" door : "de Minister tot wiens bevoegdheid de Posterijen behoren".

.../...

Het vijfde lid van hetzelfde artikel bepaalt : "Dit programma omvat vakken die betrekking hebben op de voor de uit te oefenen betrekking vereiste vakkennis".

Het programma mag ongetwijfeld vakken bevatten over kennis die voor het uitoefenen van het beroep inmisbaar is. Als het echter vakken bevatte waarvoor een gespecialiseerde vakkennis vereist is, die alleen hij kan bezitten die al een ambt in de postdiensten heeft uitgeoefend, zou men kunnen beweren dat het examen met schending van de prioriteitswetten is uitgeschreven, omdat het programma iedere kans op slagen ontnam aan prioriteitsgerechtigden die niet in postdienst waren. Vakken waarvoor gespecialiseerde vakkennis nodig is, zouden in het programma ten hoogste als keuzevakken mogen worden opgenomen.

Het onderscheid dat het 7e lid van artikel 38 terzake van de duur van de inschrijving in de werfreserve maakt tussen hulpkrachten en prioriteitsgerechtigde kandidaten, plaatst de eerstgenoemden in een gunstiger positie dan de laatsgenoemden en miskent de prioriteitswetten. Na verstrijken van de geldigheidsduur van de wervingsreserve immers zullen de voor het vergelijkend examen geslaagde prioriteitsgerechtigden niet meer, geslaagde hulpkrachten echter wel,voor benoeming in aanmerking komen.

\+

\+ \+

.../...

In het tweede lid van artikel 39 kunnen de woorden "van dit besluit" vervallen.

Luidens artikel 40 zullen de hulpkrachten die in dienst zijn, onder de toepassing van het statuut vallen "vanaf de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt is." Het ontwerp zegt echter niet dat het statuut de dag van bekendmaking zelf in werking treedt. Dat de hulpkrachten aan een nog niet in werking getreden statuut onderworpen zouden worden, is ondenkbaar. Daarom wordt voorgesteld, artikel 40 als volgt te lezen :

"Artikel 40.-

De hulpkrachten die bij het Bestuur der Posterijen in dienst zijn, worden, ongeacht de duur van hun diensten, aan dit besluit onderworpen van de dag af waarop het in werking treedt".

\+

\+ \+

In artikel 41 vervange men de woorden "op die datum worden ingetrokken :" door "opgeheven worden :". In dit zelfde artikel worden de opgeheven besluiten beter met 1° en 2° dan met a en b gemerkt.

De Regering moge nagaan of er geen reden is tot opheffing van het koninklijk besluit van 8 juli 1939 waarbij de assistenten bij het Postcheckbestuur, de helpers en plaatsvervangers van het Bestuur der Posterijen tot de vergelijkende examens voor het begeven van betrekkingen van onderpostontvanger en van schrijver zijn toegelaten krachtens artikel 16, laatste lid, van het statuut van het Rijkspersoneel.

.../...

Over de Nederlandse tekst zijn voorts nog enkele opmerkingen te maken. Men leze deze tekst met inachtneming van de volgende wijzigingen :

Artikel 1.

"... ofwel om met tussenpozen diensten waar te nemen ...".

Artikel 2.

"De bepalingen van dit statuut zijn niet toepasselijk op vertrouwenspersonen, op hen die belast zijn met het beheer van postagentschappen, op huisbewaarsters, op schoonmaaksters en op vrouwelijk personeel dat met de dienst van een mess of een kantine belast is".

Artikel 5. -

"....

De Minister onder wie de Posterijen ressorteren bepaalt, in onderlinge overeenstemming met het Vast Wervingssecretariaat, de vakken en regelen van die examens. Hij stelt eveneens het programma, de samenstelling van de examencommissie en het reglement van orde vast, en ziet toe dat dit wordt toegepast.

Voor deelneming aan elk examen dient een examengeld betaald te worden, dat gelijk is aan de helft van het gevraagde examengeld voor examens voor toelating tot betrekkingen 3de en 4de categorie van het Rijkspersoneel.

.../...

Dit examengeld wordt gekweten op dezelfde wijze als voor bovenbedoelde examens".

Artikel 6, voorlaatste lid :

"Voor die prioriteit komen niet in aanmerking ...".

Artikel 7, 1ste lid.

"tot de proeftijd toegelaten" stemt niet overeen met "sont nommés".

Artikelen 9 en 13 :

"hiërarchische meerdere" in de plaats van "hogere chef".

Artikel 10, 3e lid :

"... ingevolge overplaatsing heeft voorrang boven degene die geslaagd is voor een toelatingsexamen en kandidaat is voor die betrekking."

Artikel 13, laatste lid.

"Wanneer echter de raad van beroep tussenbeide is gekomen, wordt de beslissing genomen ...".

Artikel 14.

"Geen straf kan voorgesteld of uitgesproken worden dan nadat de belanghebbende gehoord of ondervraagd is."

.../...

Artikel 30.

"De hulpkrachten kunnen gedurende de proeftijd hun ambt te allen tijde neerleggen of daarvan te allen tijde, op advies van de onmiddellijke meerdere , door de directeur-generaal der Posterijen ontheven worden.

De ambtsneerlegging of -ontheffing heeft plaats na een opzeggingstermijn van veertien dagen voor hulpkrachten die een ambt van het Rijkspersoneel der 3de categorie uitoefenen, hulpkrachten-klasseerders en hulpkrachten -brievenbestellers, en van zeven dagen in de andere gevallen."

Artikel 31, eerste lid.

"... kan de directeur-generaal der Posterijen te allen tijde de tewerkstelling van de hulpkracht beëindigen mist een vergoeding wordt toegekend."

Derde lid.

"In geen geval echter kan de tewerkstelling beëindigd worden van een hulpkracht die een ambt van het Rijkspersoneel der 4e categorie uitoefent, en niet langer dan zes maanden wegens ziekte of gebrekkigheid afwezig is. Deze bepaling vindt geen toepassing op hulpkrachten -klasseerders en hulpkrachten-brievenbestellers."

In artikel 32 en elders schrijve men : "ambt" in plaats van "functies".

.../...

"Artikel 34.-

Zonder opzegging en zonder vergoeding worden van hun ambt ontheven de hulpkrachten :"

Artikel 38, laatste lid.

"In afwijking van artikel 13 van het koninklijk besluit van 20 januari 1939, gewijzigd bij dit van 1 december 1958, behouden de hulpkrachten die geslaagd, maar niet batig gerangschikt zijn in de voormelde aanwervingsexamens, het recht om benoemd te worden tot de vacante betrekkingen van de graad waarvoor zij een examen hebben afgelegd."

In artikel 39, eerste lid, wordt het woord "stage" door "proeftijd" vertaald. In artikel 35, 2de lid, gebruikt men "vrijstelling van stage". In artikel 8 wordt, door het woord "proeftijd" de Franse uitdrukking "période d'essai" weergegeven. Voor dezelfde begrippen gebruike men liefst dezelfde termen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
F. VAN GOETHEM, bijzitters van de
R. de RYKE, afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur, par M. J. LIGOT, substitut, et par M. O. DE LEYE, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur, door de H. J. LIGOT, substituut, en door de H. O. DE LEYE, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.